

Commission européenne : un sommet pour confirmer Ursula von der Leyen

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 2 heures



La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen à Washington, D.C., États-Unis, le 10 mars 2023. *Sarah Silbiger / REUTERS*

L'hypothèse d'une arrivée au pouvoir de la droite nationaliste dans la deuxième puissance économique de l'UE sera dans toutes les têtes à Bruxelles.

Les dirigeants des Vingt-Sept devraient se mettre d'accord ce jeudi 27 juin pour soutenir un second mandat d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne, lors d'un sommet qui se tient à trois jours d'élections françaises aux enjeux inédits. L'hypothèse d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans la deuxième puissance économique de l'UE

sera dans toutes les têtes à Bruxelles, où les chefs d'État et de gouvernement se retrouvent en début d'après-midi pour répartir les postes clés de l'UE, dans la foulée des élections européennes.

Les jeux semblent faits sur ces «top jobs» après l'accord conclu mardi entre six dirigeants européens --dont le Français Emmanuel Macron et l'Allemand Olaf Scholz-- appartenant à la «*grande coalition*» de la droite, des sociaux-démocrates et des centristes. Mais la chef du gouvernement italien ultraconservateur Giorgia Meloni, laissée à l'écart des négociations entre les trois groupes politiques, a dénoncé les agissements d'une «*oligarchie*» et pourrait jouer les trouble-fêtes.

L'accord porte sur un second mandat de l'Allemande Ursula von der Leyen comme présidente de la Commission européenne, la désignation du socialiste portugais Antonio Costa à la tête du Conseil européen et de la centriste Kaja Kallas, Première ministre estonienne, aux fonctions de cheffe de la diplomatie. Ces noms seront soumis à l'ensemble des dirigeants réunis en sommet, qui devraient les approuver: l'écrasante majorité d'entre eux appartiennent à l'une de ces trois familles (droite, centre, sociaux-démocrates), qui elles-mêmes forment une majorité.

Un consensus s'était déjà esquissé sur ces trois personnalités lors d'un sommet informel le 17 juin. «*On ne s'attend pas à ce qu'il y ait des problèmes*», a indiqué une source diplomatique, résumant un sentiment largement partagé à Bruxelles. Le sommet est prévu jusqu'à vendredi, mais il pourrait s'achever avant. Les dirigeants sont désireux d'aboutir rapidement à une décision, face à «*l'incertitude*» des échéances électorales en France notamment, selon un diplomate.

Zelensky à Bruxelles

Les élections européennes du 9 juin ont été marquées par une progression des droites radicales et extrêmes, notamment du groupe ECR de Mme Meloni, qui a ravi la troisième place à la famille centriste d'Emmanuel Macron au Parlement européen. La dirigeante italienne, comme le Premier ministre

nationaliste hongrois Viktor Orbán, réclame que la répartition des hauts postes de l'UE prenne en compte cette poussée. *«Il y a une réalité politique à l'issue des élections européennes qui est celle de la reconduction de la coalition entre le PPE (droite), S&D (sociaux démocrates) et Renew (centre), coalition à laquelle ECR n'appartient pas»*, répond-on à Paris.

Mais *«personne n'est exclu»*, ajoute cette source à la présidence française, soulignant que des contacts ont lieu avec Mme Meloni. Emmanuel Macron a par ailleurs reçu Viktor Orbán mercredi à Paris. Sortie renforcée de ce scrutin, la dirigeante de la troisième économie de l'UE entend peser davantage sur les choix du futur exécutif à Bruxelles. Rome revendique *«au minimum»* une vice-présidence de la Commission européenne, avec un *«portefeuille important»* pour influencer sur la politique industrielle et agricole.

Si elle est effectivement choisie par les dirigeants, Ursula von der Leyen devra encore être adoubée par une majorité absolue de 361 eurodéputés. Le vote pourrait avoir lieu le 18 juillet lors de la première session plénière du nouveau Parlement. En 2019, elle avait été élue de justesse, avec 9 voix d'avance. La Maltaise Roberta Metsola, issue du PPE comme Mme von der Leyen, paraît quant à elle assurée de rempiler à la tête du Parlement européen.

Outre la désignation du casting européen, le sommet sera aussi l'occasion de signer avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui fait le déplacement à Bruxelles, un accord sur les *«engagements de sécurité»* de l'UE à l'égard de Kiev. L'UE affirme sa détermination à *«continuer à soutenir l'Ukraine et son peuple sur le plan politique, financier, économique, humanitaire, militaire et diplomatique aussi longtemps qu'il le faudra et aussi intensément que nécessaire»*, selon un projet de texte vu par l'AFP.

Les dirigeants vont par ailleurs tenter de surmonter le blocage de Viktor Orbán, plus proche allié de Moscou au sein de l'UE, à une aide militaire à Kiev d'un montant total de quelque 6,6 milliards d'euros. Ils devraient aussi

endosser l'«*agenda stratégique*» fixant les priorités du bloc pour les cinq prochaines années. Il met l'accent sur la sécurité, la défense la compétitivité et la lutte contre l'immigration irrégulière notamment.

La rédaction vous conseille

- **À Berlin, Ursula von der Leyen se met au diapason de son parti, la CDU**
- **Européennes : où se sont opérés les transferts de voix entre la majorité macroniste et les listes de gauche ?**

Sujets

Union européenne

Ursula von der Leyen

élections législatives
